

Audience publique du 29 juillet 2020

Requête en sursis à exécution introduite par
Monsieur ..., ...,
contre une décision du ministre de la Mobilité et des Travaux publics,
département de la mobilité et des transports,
en matière de permis de conduire

ORDONNANCE

Vu la requête inscrite sous le numéro 44661 du rôle et déposée le 16 juillet 2020 au greffe du tribunal administratif par Maître Edevi Amegandji, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Monsieur ..., demeurant à ..., tendant à voir prononcer le sursis à exécution par rapport à une décision du ministre de la Mobilité et des Travaux publics, département de la mobilité et des transports, datée du « 9 mai 2020 », portant retrait du permis de conduire, un recours en annulation dirigé contre la même décision, inscrit sous le numéro 44618 du rôle, introduit le 2 juillet 2020, étant pendant devant le tribunal administratif ;

Vu l'article 11 de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives ;

Vu les pièces versées et notamment la décision déferée ;

Maître Edevi Amegandji et Monsieur le délégué du gouvernement Luc Reding entendus en leurs plaidoiries respectives à l'audience publique du 23 juillet 2020.

Monsieur ... fut condamné en date du 8 mars 2019 pour avoir circulé sur la voie publique sous l'influence de cannabis dans des quantités supérieures ou égales au seuil maximum correspondant de 1 ng/ml de tétrahydrocannabinol (THC) en date du 29 mai 2018 - l'intéressé ayant circulé alors que son organisme comportait la présence de tétrahydrocannabinol (THC) dont le taux sérique était supérieur à 1 ng/ml, en l'espèce 12ng/ml - à une amende de 700 euros et à une interdiction de conduire de 12 mois, assortie du sursis intégral.

Par courrier recommandé du 23 mai 2019, le ministre de la Mobilité et des Travaux publics, ci-après désigné par « le ministre », informa Monsieur ... de ce qu'en vertu de la prédite condamnation, 6 points avaient été retirés du capital dont est doté son permis de conduire.

Par courrier recommandé du 27 mai 2019 du ministre, Monsieur ... fut invité à se soumettre suite au prédit jugement du 8 mars 2019 à une analyse toxicologique des cheveux, ladite convocation indiquant que « *le fait de ne pas donner suite à la présente pourrait entraîner le retrait, voire, le cas échéant, le refus de votre demande en obtention/restitution du permis de conduire* ».

Par courrier recommandé du 4 septembre 2019 du ministre, Monsieur ... fut invité à se soumettre suite au prédit jugement du 8 mars 2019 à une analyse toxicologique des cheveux, ladite convocation indiquant que *« le fait de ne pas donner suite à la présente pourrait entraîner le retrait, voire, le cas échéant, le refus de votre demande en obtention/restitution du permis de conduire »*.

Par convocation envoyé par courrier recommandé du 21 janvier 2020, Monsieur ... fût invité par le ministre à se présenter le lundi 9 mars 2020 devant la Commission médicale afin que cette dernière l'entende, dresse un procès-verbal et émette un avis sur d'éventuels infirmités ou troubles, susceptibles d'entraver ses aptitudes ou capacités de conduire. Ladite convocation indiquant explicitement que *« (...) en cas de non-comparution devant la Commission médicale malgré deux convocations par lettre recommandée, une procédure par défaut sera engagée »*.

En date du 9 mars 2020, Monsieur ... donna suite à cette convocation et il fut entendu en ses explications par la Commission médicale.

La commission médicale, dans son avis du 27 avril 2020, conclut au retrait du permis de conduire de celui-ci sur base de la considération qu'il *« a refusé d'exécuter la décision du Ministère de la Mobilité et des Travaux publics l'invitant à produire des analyses toxicologiques des cheveux (drogues), il y a lieu d'admettre qu'il se trouve en étant de dépendance vis-à-vis de substances à action psychotropes ou qu'il en abuse régulièrement, sans être dépendant »* et *« que par conséquent [il] ne satisfait pas aux conditions minima prévues par l'article 77 sous 8.2.a) de l'arrêté grand-ducal précité et qu'il est dès lors établi qu'il souffre d'infirmités ou de troubles susceptibles d'entraver ses aptitudes ou capacités de conduire »*.

Par décision du 6 mai 2020, le ministre, en se ralliant à l'avis de la commission médicale du 27 avril 2020, retira le permis de conduire un véhicule automoteur, ainsi que les permis de conduire internationaux délivrés sur le vu du susdit permis national à Monsieur ..., décision basée sur les considérations suivantes :

« Vu les articles 2 et 13 de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques ;

Vu l'article 90 de l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques ;

Considérant que pour la raison reprise sous 4) du paragraphe 1^{er} de l'article 2 de la loi du 14 février 1955 précitée une mesure administrative s'impose à l'égard de Monsieur ..., né le ... à ... et demeurant à ... ;

Considérant que l'intéressé a été entendu le 09 mars 2020 dans ses explications par la Commission médicale prévue à l'article 90 de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité ;

Considérant que Monsieur ... refuse d'exécuter la décision ministérielle l'invitant à produire un screening toxicologique des cheveux;

Vu l'avis du 27 avril 2020 de la Commission médicale précitée ;

Considérant que Monsieur ... souffre d'infirmités ou de troubles susceptibles d'entraver ses aptitudes ou capacités de conduire ».

Le 2 juillet 2020, Monsieur ... a fait introduire un recours, inscrit sous le numéro 44618 du rôle, tendant à l'annulation, sinon à la réformation de ladite décision du 6 mai 2020, ainsi qu'à l'annulation de « *la procédure d'avis de la Commission médical du 27 avril 2020* », et le 6 juillet 2020, il a fait déposer une requête tendant à voir ordonner un sursis à l'exécution par rapport à la décision ministérielle de retrait du « *9 mai 2020* », en attendant la solution du litige au fond.

A titre préliminaire, force est au tribunal de soulever que le requérant vise une décision de retrait du « *9 mai 2020* », il ressort néanmoins du dossier administratif qu'il s'agit en l'espèce d'une décision de retrait du 6 mai 2020. Cette erreur étant dû au fait que la date tamponnée sur la décision litigieuse n'est pas bien lisible, de sorte qu'il y a lieu de retenir que le requérant a dans son recours voulu viser la décision de retrait du 6 mai 2020, précitée.

A l'appui de sa requête, le requérant estime que les moyens exposés à l'appui du recours en annulation seraient assez sérieux et que par ailleurs la décision attaquée risquerait de lui causer un préjudice grave et définitif.

Le requérant affirme que le retrait de son permis lui ferait subir un préjudice grave du fait que la quasi mise à néant de ses capacités de mobilités entre son domicile sis à ... et les divers sites sur lesquels il serait régulièrement appelé à prester.

En ce qui concerne le caractère définitif du préjudice, il donne à considérer qu'il serait instructeur en ..., s'investissant depuis presque deux décennies corps et âme, dans la découverte et la transmission des En tant qu'indépendant il serait amené à sillonner le Luxembourg et toute l'Europe pour suivre, mais aussi pour proposer des cours ou des formations en différents sports de Il serait ainsi impliqué dans divers programmes sociaux tel que ... dont l'objectif serait de créer des conditions favorables permettant aux adolescentes et adolescents, aux jeunes adultes de gérer des difficultés psychologiques ou sociales.

Il proposerait ses services en tant qu'indépendant à diverses associations sportives du pays telle que ..., auprès desquelles il monnayerait son savoir suivant un emploi du temps bien déterminé par ces diverses associations. Un simple coup d'œil sur son emploi du temps auprès de cette dernière, sans compter ses divers cours privés permettraient de comprendre que l'usage de son sésame de conduite serait un élément indispensable à sa vie tant sociale que professionnelle.

Il donne à considérer qu'il courrait le risque irrémédiable de voir son activité professionnelle d'indépendant fortement détériorée, au point où il pourrait même plus subvenir à ses charges sociales d'indépendant, lui assurant au moins une couverture maladie dans le pays.

Il conclut que le retrait brutal de son permis de conduire, même en cette période d'activité sociale réduite du fait de la crise sanitaire constituerait déjà un préjudice grave et définitif.

Il considère finalement que s'il venait à ne pas retrouver son permis de conduire dans les plus brefs délais, sa vie sociale et professionnelle s'en trouveraient gravement compromise, d'où la certitude de la réalisation d'un préjudice grave et surtout définitif.

En ce qui concerne les moyens articulés à l'appui du recours au fond, le requérant invoque (i) une erreur manifeste d'interprétation de la loi, (ii) une violation de l'autorité de la chose jugée, et (iii) une violation d'une disposition européenne directement applicable.

Quant au premier moyen, il considère que le ministre aurait d'une part fondé sa décision sur des faits ayant déjà fait l'objet d'une sanction pénale et administrative, et d'autre part, le ministre aurait fondé la décision de retrait sur des textes inapplicables au cas d'espèce. Il conteste ainsi être atteint d'une infirmité ou de troubles susceptibles d'entraver son aptitude ou sa capacité de conduire. Il relève encore que l'article 77 du règlement grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 ne lui serait pas applicable car il ne serait « ni demandeur d'un renouvellement de permis, ni dépossédé de son sésame ».

Il relève ensuite que force serait de constater que le point 4 paragraphe 1^{er} de l'article 2 de la loi de 1955 invoqué dans l'acte querellé du 6 mai 2020 ne figure pas à l'article 90, l'excluant ainsi de la procédure administrative lancée à son encontre.

Deuxièmement, il considère que l'autorité administrative ayant pris la décision querellée, aurait été confrontée en amont à une décision de justice qui s'imposerait à elle. Une décision coulée en force de chose jugée qui aurait une répercussion sur le plan administratif, en ce qu'elle aurait pour conséquence, à titre subsidiairement, un retrait automatique des points du permis de conduire comme le prévoirait le Code de la route. Le ministre ne pourrait dès lors sans violer l'autorité de la chose jugée amorcer une autre procédure administrative en l'absence de faits nouveaux lui imputables.

Troisièmement, le requérant considère que la décision du 6 mai 2020 aurait manifestement violé le principe de « *non bis in idem* » consacré par les dispositions de l'article 4 du Protocole n°7 à la Convention Européenne des Droits de l'Homme, en ce que l'ouverture d'une procédure supplémentaire n'aurait pas été conforme à ces critères.

Le délégué du gouvernement s'oppose à la demande en contestant tant le sérieux des moyens invoqués à l'appui du recours au fond que l'existence d'un risque de préjudice grave et définitif.

En vertu de l'article 11, (2) de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives, le sursis à exécution ne peut être décrété qu'à la double condition que, d'une part, l'exécution de la décision attaquée risque de causer au requérant un préjudice grave et définitif et que, d'autre part, les moyens invoqués à l'appui du recours dirigé contre la décision apparaissent comme sérieux. Le sursis est rejeté si l'affaire est en état d'être plaidée et décidée à brève échéance.

L'affaire au fond ayant été introduite le 2 juillet 2020 et compte tenu des délais légaux d'instruction fixés par la loi modifiée du 21 juin 1999 précitée, l'affaire au fond ne saurait être considérée comme pouvant être plaidée à brève échéance.

Comme relevé ci-avant, le sursis à exécution ne peut être décrété que lorsque notamment (mais non exclusivement) l'exécution de la décision attaquée risque de causer au requérant un préjudice grave et définitif, un préjudice étant grave au sens de l'article 11 de la loi modifiée du 21 juin 1999 lorsqu'il dépasse par sa nature ou son importance les gênes et les sacrifices courants qu'impose la vie en société et doit dès lors être considéré comme une violation intolérable de l'égalité des citoyens devant les charges publiques.

A cet égard, force est de constater que le requérant n'a pas établi subir un préjudice grave et définitif : il n'appert en effet pas et contrairement au dire du requérant que le retrait actuel de son permis de conduire ait de quelconques répercussions graves et irréversibles sur son emploi, étant donné que les cours dispensés par le requérant sont *a priori* à heure fixe, le requérant ayant lui-même renvoyé à « *un emploi du temps bien déterminé* ».

Si le demandeur a encore fait plaider qu'il travaillerait sur différents sites et donnerait encore des cours privés, il convient à cet égard de relever qu'aucune pièce versée en cause ne vient étayer de manière probante qu'il lui serait impossible de se déplacer d'un site à l'autre ou de son domicile à l'un de ces sites en recourant aux transports publics. Force est à la soussignée de constater que le requérant n'a à cet égard fourni ni son emploi du temps, ni l'impossibilité de se rendre à son lieu de travail par d'autres moyens.

Il n'appert donc pas au vu des pièces versées que le requérant ait impérativement besoin d'un véhicule pour l'exercice de sa profession, l'usage d'un véhicule se révélant être partant une simple question de commodité.

Aussi, en tout état de cause, le fait que le requérant doive utiliser les transports en commun pour se rendre à son travail ne saurait être considéré comme grave, c'est-à-dire comme dépassant par sa nature ou son importance les gênes et les sacrifices courants qu'impose la vie en société.

Par ailleurs, il importe encore de souligner qu'un requérant ne saurait invoquer à l'appui d'une demande en obtention d'une mesure provisoire un risque de préjudice qu'il a lui-même causé ou contribué à causer.

Or, il est patent en cause que le requérant, mal avisé ou de mauvaise foi - les juges du fond épinglant d'ailleurs régulièrement le fait de refuser systématiquement de se soumettre à un screening toxicologique comme constitutif d'une mauvaise foi certaine¹ - a systématiquement refusé de se soumettre à un tel screening, et ce malgré le fait qu'il lui a été itérativement signalé que le refus de donner suite à la demande d'analyse toxicologique pourrait entraîner le retrait de son permis de conduire.

Il convient à cet égard de rappeler que d'après l'article 90, paragraphe 2, alinéa 4 de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 « *La commission se prononce sur les inaptitudes ou incapacités permanentes ou temporaires d'ordre physique ou psychomental des personnes visées à l'alinéa qui précède en se basant sur le résultat de son examen médical ainsi que sur les rapports d'expertise fournis par des médecins-experts spécialement chargés ou sur des certificats médicaux versés par les personnes examinées* ».

Il convient encore de relever que du fait de ces refus systématiques, il était impossible à la commission de prendre en considération des rapports d'expertise, prenant, en cas d'une dépendance vis-à-vis de stupéfiants, le plus souvent la forme d'un screening toxicologique des cheveux, le requérant ayant en effet refusé de se soumettre à de telles analyses capillaires.

Enfin, il convient encore de souligner que le rôle du juge du provisoire n'est pas de permettre à des situations illégales de perdurer².

¹ Voir notamment trib. adm. 5 juin 2019, n° 41463.

² Voir trib. adm. prés. 11 octobre 2019, n° 43598.

Or, en l'espèce, la soussignée constate que le requérant a toujours refusé de se soumettre à un tel screening toxicologique des cheveux, lequel aurait pourtant aisément pu prouver son abstinence. Il ne saurait dès lors pas être exclu que le requérant, en opposant systématiquement des refus aux convocations lui adressées, a uniquement tenté de gagner du temps, afin finalement de pouvoir se soumettre à une analyse qui ne révélerait aucun indice d'une consommation antérieure régulière de substance illicite : or, pareille attitude devrait être considérée comme constituant un défaut manifeste de collaboration de l'administré, voire comme une attitude d'obstruction que la soussignée ne saurait avaliser, l'octroi, dans de telles conditions d'obstruction systématique, du sursis sollicité aboutissant ni plus ni moins à mettre à néant le régime du retrait de permis de conduire, puisque cela permettrait à tout conducteur soupçonné de présenter une inaptitude ou incapacité permanente ou temporaire d'ordre physique ou psycho-mental résultant notamment d'un état de dépendance vis-à-vis du cannabis, d'échapper à la mesure préventive et de sécurité que constitue le retrait du permis de conduite en refusant de se soumettre au screening toxicologique pour compter sur les effets du temps lui permettant *in fine* de présenter un résultat négatif, respectivement, comme en l'espèce, de contester la décision de retrait en s'appuyant sur l'absence de toute preuve médicale pertinente, absence à laquelle le conducteur aurait ainsi activement contribué par son défaut de collaboration.

Il suit de ce qui précède que le requérant, outre de ne pas avoir établi que l'exécution de la décision litigieuse risque de lui causer un préjudice grave et définitif, doit encore être considérée comme ayant illégitimement contribué au préjudice actuellement mis en avant.

Le requérant est partant à débouter de sa demande en institution d'une mesure provisoire sans qu'il y ait lieu d'examiner davantage la question de l'existence éventuelle de moyens sérieux avancés devant les juges du fond, les conditions afférentes devant être cumulativement remplies, de sorte que la défaillance de l'une de ces conditions entraîne à elle seule l'échec de la demande.

Par ces motifs,

la soussignée, juge au tribunal administratif, siégeant en remplacement du président et des magistrats plus anciens en rang, tous légitimement empêchés, statuant contradictoirement en audience publique,

rejette le recours en obtention d'un sursis à exécution ;

condamne le demandeur aux frais.

Ainsi jugé et prononcé à l'audience publique du 29 juillet 2020 par Hélène Steichen, juge au tribunal administratif, en présence du greffier en chef Xavier Drebenstedt.

s. Xavier Drebenstedt

s. Hélène Steichen

Reproduction certifiée conforme à l'original
Luxembourg, le 30 juillet 2020
Le greffier du tribunal administratif